

4 octobre 2023

(23-6665)

Page: 1/18

Original: anglais

DIALOGUE SUR LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES ET LE COMMERCE DES PLASTIQUES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE

RAPPORT FACTUEL DE L'ENQUÊTE SUR L'EXAMEN GLOBAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET L'ÉVALUATION DES BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

1. Pour favoriser la réalisation des objectifs de sa Déclaration ministérielle de 2021¹, à savoir répondre aux besoins des Membres en développement, des Membres les moins avancés et des petits États insulaires en développement (PEID) vulnérables, en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique liés au commerce, et prendre en considération la pollution plastique et le commerce des plastiques écologiquement durable dans le cadre de l'Aide pour le commerce avec les objectifs écologiquement durables, le Dialogue sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable a lancé, le 9 juin 2022, une enquête volontaire sur l'Examen global de l'Aide pour le commerce et l'évaluation des besoins en matière d'Aide pour le commerce.²

2. Elle comprenait cinq grandes questions (assorties de questions de suivi et d'orientations de réponse), adressées à différents groupes de Membres et de parties prenantes: i) comment la pollution plastique dans les programmes d'Aide pour le commerce peut-elle être mieux mise en évidence dans les prochains cycles d'Examen global de l'Aide pour le commerce; ii) que nécessitent les répondants pour mettre en œuvre efficacement les politiques et mesures liées au commerce visant à lutter contre la pollution plastique; iii) quelle assistance a déjà été reçue dans les efforts de lutte contre la pollution plastique, notamment pour soutenir les mesures liées au commerce; iv) quelle assistance a déjà été fournie par les Membres de l'OMC en vue de lutter contre la pollution plastique, notamment pour soutenir les mesures liées au commerce; et v) quelle assistance a déjà été fournie par les institutions régionales et internationales travaillant dans le domaine des plastiques en vue de lutter contre la pollution plastique, notamment pour soutenir les mesures liées au commerce.

3. Des résultats préliminaires et des indications ont été présentés et examinés lors de plusieurs réunions du Dialogue depuis son lancement. Le présent rapport offre un aperçu factuel des réponses et indications recueillies dans le cadre de l'enquête sur l'Examen global de l'Aide pour le commerce et l'évaluation des besoins en matière d'Aide pour le commerce (enquête sur l'Aide pour le commerce). Il porte essentiellement sur les catégories harmonisées figurant dans l'enquête, ainsi que sur d'autres renseignements ayant pu être tirés des données.

¹ Voir la Déclaration ministérielle sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable ([WT/MIN\(21\)/8/Rev.2](#)), 10 décembre 2021. Les coauteurs actuels sont les suivants: Albanie; Allemagne; Angola; Arabie Saoudite, Royaume d'; Australie; Autriche; Barbade; Belgique; Bolivie, État plurinational de; Bulgarie; Cabo Verde; Cambodge; Cameroun; Canada; Chili; Chine; Chypre; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; Croatie; Danemark; Équateur; Espagne; Estonie; États-Unis; Fédération de Russie; Fidji; Finlande; France; Gambie; Grèce; Honduras; Hong Kong, Chine; Hongrie; Irlande; Islande; Italie; Jamaïque; Japon; Kazakhstan; Lettonie; Lituanie; Luxembourg; Macao, Chine; Maldives; Malte; Maroc; Maurice; Mexique; Nouvelle-Zélande; Norvège; Panama; Paraguay; Pays-Bas; Pérou; Philippines; Pologne; Portugal; République centrafricaine; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Royaume-Uni; Samoa; Singapour; Slovaquie; Suède; Suisse; Suriname; Tchad; Thaïlande; Tonga; Union européenne; Uruguay; et Vanuatu.

² Examen global de l'Aide pour le commerce et évaluation des besoins ([INF/TE/IDP/W/8/Rev.1](#)).

Table des matières

1 VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS	3
1.1 Renseignements de caractère général	3
1.2 Accroître la transparence des efforts de lutte contre la pollution plastique dans les programmes d'Aide pour le commerce dans le cadre des prochains cycles d'Examen global de l'Aide pour le commerce.....	4
1.2.1 Améliorations à apporter au questionnaire sur l'Aide pour le commerce	4
1.2.2 Efforts déployés par les coauteurs du Dialogue et les autres Membres pour améliorer la participation au processus d'examen de l'Aide pour le commerce	6
1.2.3 Implication des parties prenantes pertinentes dans les programmes mondiaux, régionaux et nationaux de lutte contre la pollution plastique	8
1.3 Besoins identifiés dans les domaines prioritaires de la pollution plastique	10
1.3.1 Domaines prioritaires pour traiter les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce.....	11
1.3.2 Besoins spécifiques mis en avant par les partenaires bénéficiaires pour traiter les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce	12
1.4 Assistance déjà reçue pour lutter contre la pollution plastique, en particulier pour soutenir les mesures commerciales	14
1.5 Assistance déjà fournie pour lutter contre la pollution plastique, en particulier pour soutenir les mesures liées au commerce.....	15

1 VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

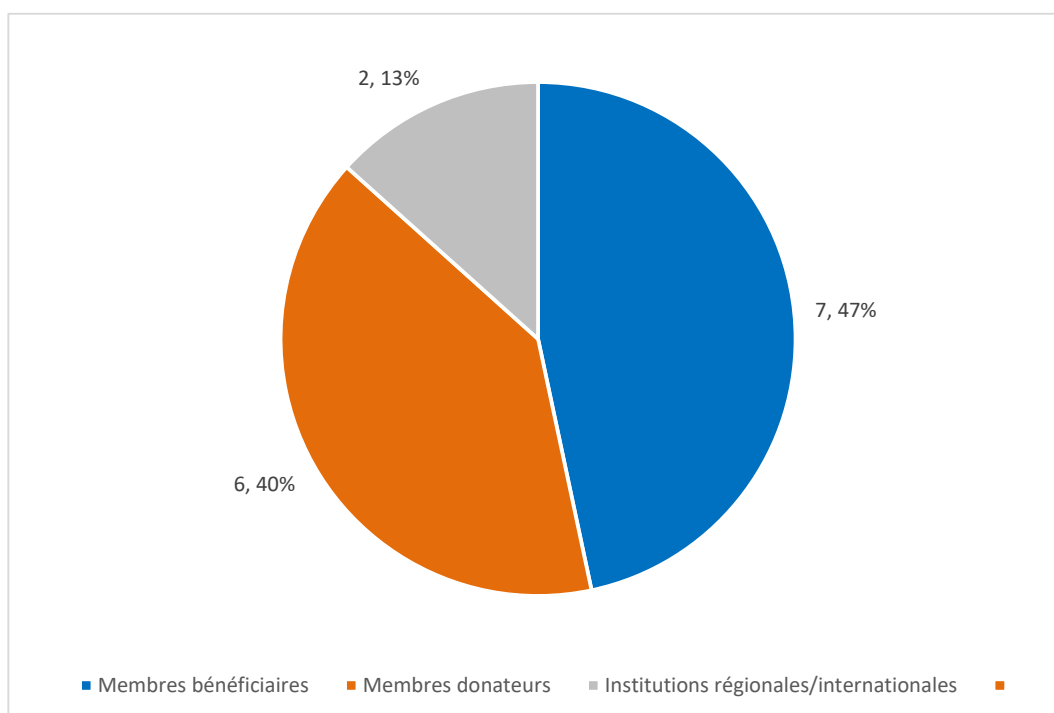
1.1 Renseignements de caractère général

1. L'enquête sur l'Aide pour le commerce comprenait quatre sections, chacune concernant respectivement:

1. tous les participants;
2. les partenaires bénéficiaires;
3. les Membres donateurs et les partenaires Sud-Sud; et
4. les institutions et organisations donatrices régionales et internationales travaillant dans le domaine des plastiques.

2. Au total, 15 délégations et institutions ont répondu à l'enquête, dont 7 partenaires bénéficiaires, 6 Membres donateurs et partenaires Sud-Sud, et 2 institutions régionales/internationales travaillant sur la pollution par les plastiques.

Graphique 1: Répartition des communications des partenaires bénéficiaires, des Membres donateurs et des partenaires Sud-Sud, et des institutions régionales/internationales



3. Le Secrétariat de l'OMC a présenté des résultats préliminaires basés sur les données disponibles dans les neuf communications reçues à l'époque (16 février 2023).³ Depuis, six autres communications ont été reçues et des renseignements supplémentaires pourraient être sollicités à l'avenir.

Tableau 1: Partenaires bénéficiaires, Membres donateurs, partenaires Sud-Sud, et organisations régionales/internationales ayant répondu à l'enquête sur l'Aide pour le commerce

Australie	Koweït	Tonga
Cabo Verde	Norvège	Royaume-Uni
Union européenne	Paraguay	États-Unis
Équateur	Philippines	Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Japon	Arabie saoudite	Secrétariat du Programme environnemental régional du Pacifique (SPREP)

³ Voir l'Aide-mémoire établi par les Facilitateurs sur la Réunion préplénière tenue le 16 février 2023 ([INF/TE/IDP/R/11](#)).

1.2 Accroître la transparence des efforts de lutte contre la pollution plastique dans les programmes d'Aide pour le commerce dans le cadre des prochains cycles d'Examen global de l'Aide pour le commerce

4. La question générale ci-après a été posée à tous les participants:

Comment la pollution plastique dans les programmes d'Aide pour le commerce peut-elle être mieux mise en évidence dans le prochain cycle d'Examen global de l'Aide pour le commerce?

5. Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur le sujet, trois questions de suivi ont été posées, sur les thèmes suivants: i) améliorations à apporter au questionnaire sur l'Aide pour le commerce; ii) renforcement de la participation des délégations au processus d'examen; et iii) possible participation des parties prenantes pertinentes. Les réponses sont examinées ci-après.

6. Au total, 13 participants (6 partenaires bénéficiaires, 6 Membres donateurs et 1 institution) ont fait part de leurs vues sur les renseignements pertinents, les politiques, les efforts et les mesures nécessaires pour accroître la transparence et la participation des délégations et des parties prenantes au processus d'Examen global de l'Aide pour le commerce, et faire en sorte que les programmes conçus pour soutenir les efforts de lutte contre la pollution plastique soient mieux identifiés.

1.2.1 Améliorations à apporter au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

7. La première question de suivi était la suivante:

Quels renseignements pertinents peuvent être recueillis, par exemple au moyen de questions concernant expressément les plastiques et la pollution plastique qui seront incorporées dans le questionnaire envoyé aux participants? Par exemple, les participants devraient-ils être invités à simplement mentionner les programmes relatifs à la lutte contre la pollution plastique? Faudrait-il établir préalablement un classement, pour aider à mieux identifier la nature des programmes existants (par exemple par objectif, type de politique, type de plastiques, produits de substitution et de remplacement et services, y compris les produits, services et technologies visés, etc.) et les liens avec le commerce (par exemple le commerce est-il pris en considération dans le programme, quelles mesures commerciales peuvent accompagner ou appuyer la mise en œuvre de la politique/du programme, etc.)?

8. Les participants ont présenté une série de suggestions (voir le tableau 2 ci-après) dont l'objectif était de garantir que les renseignements collectés dans le cadre de l'Examen global 2024-2025 de l'Aide pour le commerce et des cycles d'examen ultérieurs étaient pertinents pour les programmes d'Aide pour le commerce relatifs aux plastiques et à la pollution plastique, et ciblaient mieux ces programmes.

9. Dans l'ensemble, les participants sont convenus de l'utilité de classer au préalable les programmes existants pour mieux identifier leur nature, leur portée et leurs liens avec le commerce (8), ce qui permettrait ensuite d'élaborer des programmes d'Aide pour le commerce plus ciblés dans le domaine de la lutte contre la pollution plastique. Certains participants ont également estimé qu'il serait utile que le questionnaire permette la soumission de contributions sur les priorités et besoins des Membres s'agissant des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités spécifiques ou complémentaires dans le domaine des plastiques et de la pollution plastique (2), et que les Membres puissent partager des études de cas et données d'expérience sur la mise en œuvre de leurs programmes, politiques, activités et efforts nationaux (2). D'autres ont appelé les Membres à fournir des renseignements plus spécifiques sur leurs programmes nationaux (3), qui pourraient permettre aux autres Membres de déterminer si de tels programmes pourraient être reproduits dans leurs contextes respectifs.

Tableau 2: Suggestions d'améliorations à apporter au questionnaire sur l'Aide pour le commerce pour recueillir des renseignements plus ciblés sur les programmes d'Aide pour le commerce relatifs aux plastiques et à la pollution plastique

Classement préalable des programmes	Priorités et besoins s'agissant des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités spécifiques ou complémentaires dans le domaine des plastiques et de la pollution plastique
Partage d'études de cas et de données d'expérience nationales	Renseignements spécifiques sur les programmes nationaux existants

10. S'agissant du classement des programmes existants, les participants sont généralement convenus qu'il pourrait être basé sur les éléments suivants:

- l'objectif (par exemple programmes de recherche sur les produits de remplacement et de substitution des plastiques);
- le type de politique et programme;
- le type de plastiques visé (y compris les polymères et additifs spécifiques);
- les produits de remplacement et de substitution disponibles; et
- les services, y compris l'accès aux technologies visant à lutter contre la pollution plastique.

11. L'un des répondants a mentionné l'utilité de disposer de renseignements sur les plastiques incorporés dans les marchandises importées et exportées, y compris leurs types spécifiques et leurs utilisations futures. Un autre participant a suggéré que la répartition géographique (par exemple classification par zone urbaine/rurale, ou par ville/municipalité) de la pollution plastique, y compris les politiques et programmes de gestion des déchets, pourrait aussi être prise en compte. À cet égard, des organisations non gouvernementales philippines comme Mother Earth Foundation et Philippine Reef and Rainforest Conservation Foundation Inc avaient mis en œuvre des programmes de gestion des déchets plastiques dans certaines collectivités locales, et les renseignements sur la répartition géographique pourraient servir à évaluer l'état de préparation et la capacité de différents types de collectivités locales à mettre en œuvre des politiques et programmes relatifs aux déchets plastiques.

12. Un Membre donateur a suggéré que les participants à l'Examen global de l'Aide pour le commerce aient la possibilité de fournir des renseignements sur les politiques, l'éducation, les efforts de promotion des produits de remplacement et de substitution, et les meilleures pratiques, ainsi que sur les activités conçues pour faciliter la collecte, le recyclage et le surcyclage des plastiques. Par ailleurs, les participants devraient pouvoir formuler des observations sur les possibilités et défis soulevés par l'économie circulaire en lien avec la pollution plastique. Il était également essentiel de s'assurer que les principales questions transversales étaient prises en compte dans les efforts de lutte contre la pollution plastique.

13. Un partenaire bénéficiaire a souligné l'intérêt des études de cas présentant:

- les moyens de promouvoir un environnement économique favorable aux infrastructures de recyclage et aux produits de remplacement des sacs plastiques à usage unique, et d'encourager la participation du secteur privé;
- l'utilisation de technologies ayant transformé les industries de recyclage et la fabrication de produits de remplacement des plastiques;
- les actions de sensibilisation visant à promouvoir l'utilisation de produits biodégradables et de produits de remplacement par le grand public; et
- les enseignements tirés de l'expérience d'autres PEID.

14. De l'avis d'un membre donateur, l'examen de l'Aide pour le commerce pourrait viser à collecter un plus large spectre de renseignements, y compris sur les programmes d'aide publique au développement ne relevant pas du domaine d'action traditionnel de l'Aide pour le commerce et traitant d'autres aspects de la pollution plastique. Cela permettrait d'avoir une vue d'ensemble des mesures d'aide au développement adéquates, qui pourrait servir à identifier les liens pertinents avec le commerce.

15. Dans l'ensemble, les participants ont reconnu l'intérêt de superviser la multitude des programmes nationaux, régionaux et mondiaux, certains appelant les parties à fournir des renseignements plus spécifiques sur les programmes nationaux existants de lutte contre la pollution

plastique, mais d'autres ont souligné qu'il fallait éviter les rapports volumineux ou complexes et les renseignements trop détaillés. À la place, les questions pourraient porter prioritairement sur les programmes pertinents qui ne reprennent pas des obligations de notification existantes, comme les programmes relevant de la Convention de Bâle ou les nouveaux accords internationaux visant à mettre fin à la pollution plastique. Un Membre donateur a recommandé que le questionnaire rappelle aux Membres de notifier également toute mesure pertinente au Comité de l'OMC approprié, aux fins du respect des obligations en matière de notification et de transparence.

1.2.2 Efforts déployés par les coauteurs du Dialogue et les autres Membres pour améliorer la participation au processus d'examen de l'Aide pour le commerce

16. La deuxième question de suivi était la suivante:

Que pourraient faire les coauteurs du Dialogue informel sur les plastiques et les autres Membres par eux-mêmes dans le cadre de leur participation au processus?

17. Les participants ont souligné que, pour accroître la participation des Membres au processus d'examen de l'Aide pour le commerce, il était important d'accorder une place prioritaire à la pollution plastique dans les stratégies d'Aide pour le commerce, de s'impliquer davantage dans l'exercice d'examen de l'Aide pour le commerce et le Dialogue, et de renforcer la coordination entre le Dialogue et l'Aide pour le commerce ainsi qu'entre le Dialogue et les négociations du CIN relatives à un traité mondial sur les plastiques. Les autres suggestions concernaient des ateliers de formation et de renforcement des capacités (techniques et non techniques) pour les délégués; la mobilisation de ressources financières, y compris par l'allocation de fonds budgétaires spécifiques; la cohérence des politiques commerciales et de l'élaboration des réglementations; la compilation des bonnes pratiques des Membres sur une plate-forme publique ou le site Web de l'OMC; et l'amélioration de la communication et de la sensibilisation du public.

Tableau 3: Suggestions visant à améliorer la participation des Membres au processus d'examen de l'Aide pour le commerce

Octroi d'une place prioritaire à la pollution plastique dans les stratégies d'Aide pour le commerce	Augmentation de la participation à l'exercice d'examen de l'Aide pour le commerce	Augmentation de la participation au Dialogue
Intégration des conclusions du Dialogue dans l'examen de l'Aide pour le commerce	Facilitation des liens entre le Dialogue et les négociations du CIN	Cohérence des politiques commerciales et de l'élaboration des réglementations
Suivi et évaluation	Mobilisation de ressources financières	Coopération Sud-Sud
Ateliers de formation et de renforcement des capacités (techniques et non techniques) pour les délégués	Compilation des bonnes pratiques des Membres sur une plate-forme publique (site Web de l'OMC, par exemple)	Communication et sensibilisation du public

18. Pour augmenter la participation à l'exercice d'examen de l'Aide pour le commerce, un Membre donateur a suggéré que les donateurs présentent au bilan de l'Aide pour le commerce les efforts déployés par leurs gouvernements pour aider les bénéficiaires, ce qui permettrait d'avoir une vision globale des actions au titre de l'Aide pour le commerce. Ils pourraient ensuite être analysés dans le cadre de l'examen de l'Aide pour le commerce afin d'identifier les activités qui se chevauchent et/ou se complètent, et d'encourager la coordination et la coopération entre les donateurs. En outre, la coopération Sud-Sud sur les enseignements tirés en matière de lutte contre la pollution plastique pourrait aussi être identifiée grâce au bilan. Dans le même esprit, un partenaire bénéficiaire a appelé tous les Membres à fournir des renseignements pertinents pour identifier les points de convergence, ainsi que les possibilités d'amélioration et de mise en œuvre de mesures commerciales, par l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques.

19. Rappelant l'importance pour les coauteurs du Dialogue et les autres Membres d'examiner le projet de questionnaire transmis par le Secrétariat et de fournir une réponse aussi complète que possible, un autre Membre donateur a suggéré que les Membres pourraient encourager la participation de la communauté de l'environnement, y compris par une coopération accrue des ministères lors de la réponse au questionnaire, de façon à fournir des renseignements sur les programmes d'aide publique au développement qui ont trait à la pollution plastique mais ne relèvent pas du domaine d'action traditionnel de l'Aide pour le commerce. La participation plus large de la communauté de l'environnement et des ministères pourrait aussi se traduire par la participation de

ces acteurs à des événements organisés dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce. Par ailleurs, les coauteurs du Dialogue pourraient augmenter l'importance accordée à la pollution plastique dans le cadre de l'examen de l'Aide pour le commerce en contribuant aux discussions sur le sujet et en veillant à ce que le questionnaire comprenne des questions spécifiques sur la pollution plastique.

20. Un Membre donateur a noté que, pour faciliter l'échange de meilleures pratiques dans le cadre de l'exercice d'examen de l'Aide pour le commerce, le modèle de partage de données d'expérience de l'Aide pour le commerce pourrait s'avérer utile, en permettant aux Membres de mettre au point un exercice de recensement (analogue aux ateliers) pour participer à l'analyse des questions liées à la pollution plastique. Il a indiqué que cet exercice pourrait comprendre les éléments suivants: i) un ensemble de questions traitant les principales lacunes en matière de connaissances; ii) une série d'activités connexes pour y répondre; et iii) des activités d'apprentissage (par exemple partage de données d'expérience) visant à diffuser les conclusions. Cet exercice de recensement représente pour les Membres un moyen d'apprendre les uns des autres, tout en renforçant la confiance et la collaboration avec les parties prenantes du Dialogue et les membres, dans l'optique de redynamiser les travaux communs.

21. S'agissant de l'augmentation de la participation au Dialogue, un partenaire bénéficiaire et un Membre donateur ont demandé que davantage de séances de partage de renseignements rassemblant des experts techniques et des Membres soient organisées sur des sujets tels que les produits de remplacement et de substitution, les réponses à la pollution plastique et aux déchets en mer, et les mesures concernant les plastiques et liées au commerce, y compris celles examinées dans le cadre des négociations du CIN. Ces séances pourraient inclure un inventaire des types de plastiques dont l'interdiction est proposée, dans la mesure où cela affecterait à la fois les économies nationales et l'économie mondiale, en particulier les producteurs et les utilisateurs finals de ces produits. Plus généralement, un partenaire bénéficiaire a appelé les coauteurs du Dialogue à poursuivre leurs efforts pour élargir la participation au Dialogue.

22. La nécessité de rendre compte des contributions au Dialogue dans l'examen de l'Aide pour le commerce et les négociations du CIN a aussi été soulignée. Un Membre donateur a indiqué qu'il fallait veiller à ce que les conclusions pertinentes du Dialogue soient intégrées dans l'examen de l'Aide pour le commerce, tout en mettant en garde contre les prescriptions de notification excessivement détaillées. Une partie prenante a suggéré de faciliter l'établissement de liens sur le commerce avec les coauteurs du Dialogue et les négociations du CIN, en mobilisant les contacts nationaux concernés, afin de garantir que les contributions au Dialogue soient prises en compte dans les discussions.

23. Aux fins du renforcement des capacités, un partenaire bénéficiaire a recommandé d'organiser, à l'intention des délégués, des formations et des ateliers sur des questions techniques et non techniques telles que les dernières recherches, les renseignements techniques sur la pollution plastique, les matériaux biodégradables et les produits de remplacement des plastiques, ainsi que les faits nouveaux concernant l'élaboration du traité mondial sur les plastiques dans le cadre du CIN et la façon dont les Membres pourraient s'impliquer à différentes étapes du processus de négociation. Un autre partenaire bénéficiaire a recommandé aux Membres d'élaborer et d'adopter, au niveau national et régional, des cadres pertinents pour la politique commerciale et la réglementation afin de réduire et d'éliminer la pollution plastique. Ces politiques pourraient inclure l'interdiction progressive des plastiques à usage unique, des programmes obligatoires de responsabilité élargie des producteurs (REP), et des taxes sur les plastiques vierges.

24. Un partenaire bénéficiaire a noté que la participation des Membres au suivi et à l'évaluation de leurs programmes d'assistance technique et mesures concernant les plastiques et liées au commerce favoriserait l'élaboration et la mise en œuvre de solutions efficaces et durables à la pollution plastique. Cependant, un Membre donateur a mentionné la capacité administrative limitée des Membres à assurer un suivi supplémentaire compte tenu des autres exigences de suivi existantes, comme celles prévues par l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Par ailleurs, il a été indiqué que des codes de classification du suivi n'avaient pas été établis pour les programmes relatifs aux plastiques ou à l'économie circulaire, et que les exigences de suivi restaient contraignantes, même dans les domaines où des codes de classification avaient été définis par le CAD de l'OCDE.

1.2.3 Implication des parties prenantes pertinentes dans les programmes mondiaux, régionaux et nationaux de lutte contre la pollution plastique

25. La troisième question de suivi était la suivante:

Les parties prenantes pertinentes, y compris les organisations qui participent aux programmes mondiaux, régionaux et nationaux liés à la lutte contre la pollution plastique, devraient-elles aussi être mises à contribution? Dans l'affirmative, quelle partie prenante et comment? Par exemple, dans le cadre d'ateliers spécifiques qui peuvent être directement intégrés dans le Programme de travail de l'Aide pour le commerce? Dans l'affirmative, sur quels sujets?

26. Les 14 participants à l'enquête se sont dits favorables à l'implication des parties prenantes pertinentes – en particulier les organisations travaillant sur les programmes mondiaux, régionaux et nationaux de lutte contre la pollution plastique – dans l'Examen global de l'Aide pour le commerce, et bon nombre d'entre eux sont allés plus loin en reconnaissant l'importance de la participation des parties prenantes au processus d'examen. Cependant, de l'avis d'un partenaire bénéficiaire, l'examen de l'Aide pour le commerce devrait être conduit par les Membres, dans la mesure où ce sont eux qui adhèrent à l'OMC et sont les mieux placés pour comprendre leur situation nationale, y compris les activités des parties prenantes.

27. Dans l'ensemble, les participants ont listé les catégories de parties prenantes ci-après avec lesquelles les Membres pourraient échanger dans le contexte des travaux du Dialogue sur les questions liées à l'Aide pour le commerce et dans le cadre du processus d'Examen global de l'Aide pour le commerce:

- société civile (par exemple groupes de femmes et de jeunes);
- milieux universitaires;
- entreprises;
- associations professionnelles;
- chambres de commerce;
- organisations régionales et internationales travaillant dans le domaine de l'environnement, des ressources marines, des douanes, de la santé, des normes;
- institutions financières;
- établissements de recherche.

28. Les participants ont aussi donné des exemples de parties prenantes impliquées dans des travaux sur les plastiques et la pollution plastique présentant un intérêt pour les discussions sur l'Aide pour le commerce. Le tableau 4 contient une liste non-exhaustive des parties prenantes mentionnées.

Tableau 4: Liste non-exhaustive des parties prenantes mentionnées

Type	Partie prenante
Intergouvernementale	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
	Secrétariat des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (Conventions BRS)
	Secrétariat du Comité intergouvernemental de négociation (CIN) sur la pollution plastique
	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
	Groupe de la Banque Mondiale (y compris le fonds PROBLUE)
	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
	Organisation internationale de normalisation (ISO)
	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
	Organisation maritime internationale (OMI)
	Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)
	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
	Organisation mondiale des douanes (OMD)
Régionale	Banque interaméricaine de développement (BID)
	Banque européenne d'investissement (BEI)
	Programme d'infrastructure dans la région du Pacifique (PRIF)

Type	Partie prenante
Société civile et multipartite	Organisation des douanes d'Océanie (OCO)
	Secrétariat du Programme environnemental régional du Pacifique (SREP)
	Forum sur le commerce, l'environnement et les ODD (TESS)
	Pew Charitable Trusts
	Fonds mondial pour la nature (WWF)
	Forum économique mondial (y compris le Global Plastic Action Partnership)
	Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Entreprises/branche de production	Institut international du développement durable (IIDD)
	Fournisseurs de matières premières pour la production de produits en plastique
	Fabricants/producteurs de produits en plastique
	Utilisateurs finals ou entreprises tributaires des produits en plastique
	Producteurs de produits de remplacement et de substitution des matières plastiques et produits en plastique, y compris les systèmes de recharge et de réutilisation
	Chefs d'entreprises mettant en œuvre des programmes de REP très visibles et ayant une forte présence au sein de leur communauté

29. Les participants étaient globalement d'accord pour échanger avec les parties prenantes dans le cadre d'ateliers, de réunions et de discussions sur un éventail de sujets (voir le tableau 5), en particulier les approches de l'économie circulaire du plastique; la gestion durable des déchets plastiques; les mécanismes de financement; les produits de remplacement et de substitution; les analyses quantitatives, par exemple sur les flux d'Aide pour le commerce et les statistiques commerciales; et les prescriptions douanières.

Tableau 5: Liste exemplative des sujets de dialogue avec les parties prenantes

Économie circulaire du plastique	Gestion des déchets plastiques	Prescriptions douanières
Mécanismes de financement	Analyses quantitatives, par exemple sur les flux d'Aide pour le commerce et les statistiques commerciales	Produits de remplacement et de substitution
Pollution marine par les plastiques	Circulation transfrontières des plastiques et gestion des déchets	Plastiques agricoles
Conséquences sanitaires de la pollution plastique	Processus du CIN	Initiatives menées par les industries
Mise en relation des systèmes de données douanières/commerciales et des systèmes de données environnementales	Utilisation et traitement des produits plastiques après réception	Solutions fondées sur les communautés

30. Un Membre donateur a recommandé que ces ateliers soient organisés en fonction des thèmes de renforcement des capacités cités dans la Déclaration ministérielle du Dialogue de 2021⁴, et soient donc consacrés aux programmes visant à :

- i. évoluer vers des économies des plastiques plus circulaires;
- ii. améliorer la gestion, la récupération et le recyclage écologiquement rationnels des plastiques;
- iii. faciliter l'accès à des technologies clés; et
- iv. développer le commerce des produits de substitution et de remplacement écologiquement durables et efficaces.

31. Il a ajouté que ces ateliers pourraient aussi servir à élaborer des méthodes et à encourager le partage de données d'expérience, les pays en développement Membres pouvant être invités à présenter les priorités et possibilités d'intervention dans leurs situations respectives (en tenant toutefois compte des différences en matière de capacités administratives afin de ne pas faire peser de charge administrative excessive sur les Membres).

32. Un autre Membre donateur a indiqué que les parties prenantes non impliquées dans le bilan de l'Aide pour le commerce, comme certaines initiatives privées et/ou philanthropiques, pourraient assister aux ateliers préalables à l'exercice de bilan et d'examen pour aider les Membres à participer efficacement aux discussions sur l'examen et transmettre leurs communications à ce sujet. Par ailleurs, des chercheurs, des organisations non gouvernementales et d'autres experts compétents

⁴ Déclaration ministérielle sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable ([WT/MIN\(21\)/8/Rev.2](#)), 10 décembre 2021.

pourraient prendre part à une activité de suivi de l'examen pour identifier les lacunes de l'Aide pour le commerce et les meilleurs moyens que pourraient utiliser les donateurs et les organisations internationales de développement pour y remédier. Par exemple, quelles mesures supplémentaires pourraient être mises en œuvre pour axer l'Aide pour le commerce multilatérale sur la facilitation des échanges de plastiques recyclés et surcyclés? Comment soutenir davantage les industries qui collectent et distribuent des plastiques à des fins de réutilisation? Comment les donateurs peuvent-ils aider les pays en développement Membres à lutter contre la pollution marine par les plastiques?

33. Un partenaire bénéficiaire s'est dit favorable aux programmes de renforcement des capacités, de formation et de sensibilisation destinés aux acteurs suivants:

- agents des douanes nationales, sur les codes du Système harmonisé (SH), les dernières mesures commerciales concernant les plastiques et les conventions relatives à la pollution plastique;
- organisations ou associations de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) intervenant dans la production et la distribution de plastiques, de matériaux biodégradables ou de produits de remplacement des plastiques;
- organismes publics et organisations ou associations de MPME intervenant dans la gestion des déchets, y compris le recyclage et l'élimination des plastiques.

34. Pour permettre une participation plus ciblée, un autre partenaire bénéficiaire a suggéré de contextualiser les ateliers et de les adapter à certaines régions, en les organisant au niveau régional ou national et en y invitant les organisations régionales et nationales concernées.

35. Dans leurs réponses, deux Membres donateurs se sont dits favorables à la coopération avec les organisations menant des recherches sur l'aide extérieure, la pollution plastique et le commerce, comme l'OCDE. Des ateliers spécifiques sur des sujets tels que le suivi par l'OCDE des flux d'Aide pour le commerce liés aux plastiques pourraient être organisés. L'OMC pourrait aussi exploiter les capacités analytiques de l'OCDE pour mener avec cette organisation des analyses quantitatives visant à mieux appréhender la nature des programmes existants et à proposer un classement préalable approprié, par exemple en fonction du type de plastiques ou des produits de remplacement et de substitution ciblés par le programme. Ces analyses pourraient être complétées par une coopération entre l'OMC et l'OCDE sur la meilleure manière d'obtenir des renseignements relatifs aux programmes d'Aide pour le commerce axés sur les plastiques.

36. Au-delà des ateliers et réunions, un partenaire bénéficiaire a mentionné des approches originales de l'engagement des parties prenantes telles que les projets pilotes, les nettoyages des côtes et les inspections de nettoyage des villages. L'un des exemples cités était la campagne No Pelestiki aux Tonga, proposant des produits de remplacement naturels des sacs plastiques, comme les sacs en tissu et les paniers nattés en fibres de noix de coco. Ce partenaire bénéficiaire a également donné des exemples nationaux dans la région sur la mise en œuvre de mécanismes de financement durable, notamment la législation sur la consigne des contenants et les taxes de récupération préalables.

1.3 Besoins identifiés dans les domaines prioritaires de la pollution plastique

37. La question générale ci-après a été posée aux partenaires bénéficiaires:

Quelles mesures liées au commerce sont envisagées en lien avec les objectifs recensés dans la Déclaration ministérielle du Dialogue informel sur les plastiques (voir ci-dessous)? Que nécessitez-vous spécifiquement pour mettre en œuvre efficacement des politiques et mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique [pour chaque objectif spécifique].

38. Pour recueillir des renseignements plus détaillés sur le sujet et faciliter les analyses, il a été demandé aux partenaires bénéficiaires d'attribuer une note allant de 1 (priorité peu élevée) à 5 (priorité élevée) à chacun des huit objectifs harmonisés de l'enquête. Ils étaient également priés d'attribuer une note de 1 à 5 à différents besoins harmonisés nécessaires à la mise en œuvre de mesures liées au commerce et à la réalisation de chaque objectif. Les réponses et les résultats sont examinés ci-après.

1.3.1 Domaines prioritaires pour traiter les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce

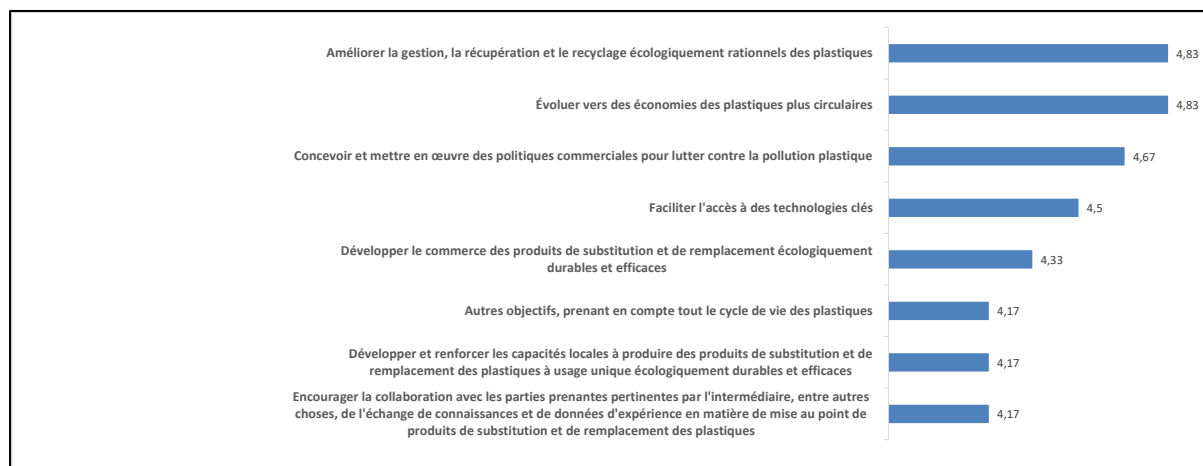
39. L'enquête a identifié huit objectifs harmonisés en lien avec la Déclaration ministérielle du Dialogue de 2021, à savoir:

- évoluer vers des économies des plastiques plus circulaires;
- améliorer la gestion, la récupération et le recyclage écologiquement rationnels des plastiques;
- faciliter l'accès à des technologies clés;
- développer le commerce des produits de substitution et de remplacement écologiquement durables et efficaces;
- encourager la collaboration avec les parties prenantes pertinentes par l'intermédiaire, entre autres choses, de l'échange de connaissances et de données d'expérience en matière de mise au point de produits de substitution et de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces (y compris peu coûteux et fonctionnellement efficaces) et d'accès à ceux-ci;
- développer et renforcer les capacités locales à produire des produits de substitution et de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces;
- concevoir et mettre en œuvre des politiques commerciales pour lutter contre la pollution plastique; et
- d'autres objectifs, prenant en compte tout le cycle de vie des plastiques.

40. Dans le cadre de l'enquête, tous les objectifs ont obtenu une note élevée – plus de 4,15 en moyenne (voir le graphique 2 ci-après). Sur les huit objectifs, les partenaires bénéficiaires ont attribué la note la plus haute à l'évolution vers des économies des plastiques plus circulaires (4,83) et à l'amélioration de la gestion, de la récupération et du recyclage écologiquement rationnels des plastiques (4,83), puis à la conception et la mise en œuvre de politiques commerciales visant à lutter contre la pollution plastique (4,67).

41. Il convient de noter que trois des objectifs relatifs aux produits de substitution et de remplacement écologiquement durables et efficaces i) développer le commerce des produits de substitution et de remplacement écologiquement durables et efficaces (4,33); ii) encourager la collaboration avec les parties prenantes pertinentes par l'intermédiaire, entre autres choses, de l'échange de connaissances et de données d'expérience en matière de mise au point de produits de substitution et de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces (y compris peu coûteux et fonctionnellement efficaces) et d'accès à ceux-ci (4,17); et iii) développer et renforcer les capacités locales à produire des produits de substitution et de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces (4,17) ont été qualifiés de domaines prioritaires par presque tous les partenaires bénéficiaires ayant répondu à l'enquête (avec des notes de 4 ou 5), bien que leurs notes soient relativement plus basses.

Graphique 2. Domaines prioritaires pour traiter les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce



42. Les partenaires bénéficiaires ont également présenté un échantillon de mesures concernant les plastiques et liées au commerce appliquées en lien avec les objectifs, et quatre Membres ont mentionné des mesures visant à restreindre le commerce des plastiques les plus dommageables pour l'environnement comme les plastiques et emballages à usage unique, et les plastiques dangereux.

43. Un Membre a présenté une réglementation intérieure visant à réduire l'utilisation des plastiques, notamment par la mise en place d'un calendrier de remplacement des sacs en polyéthylène à usage unique par des sacs réutilisables et/ou biodégradables. Un autre Membre a mentionné sa législation nationale prohibant l'importation de déchets plastiques, ainsi que ses plans d'interdiction de l'importation de pailles en plastique. Ces mesures étaient complétées par la fourniture aux entreprises d'une assistance technique sur les prescriptions en matière d'enregistrement et de certification, ainsi que par des recueils d'information mensuels sur les moyens d'incorporer des matériaux recyclés dans différents produits. Un autre Membre a présenté des propositions de directives relatives à l'élimination progressive de deux produits identifiés comme non-acceptables sur le plan environnemental, qui comprenaient des recommandations visant à: i) développer les marchés de produits de remplacement pour ces produits; ii) s'assurer que les industries concernées produisant des matériaux visés par l'interdiction bénéficient d'un soutien suffisant et d'incitations à se tourner vers la production de produits de remplacement; et iii) aider les industries à repenser le conditionnement de leurs produits. Par ailleurs, d'autres Membres ont cité des mesures conçues pour améliorer la transparence, la présentation de rapports et la notification des mesures concernant les plastiques et liées au commerce, ainsi que les données d'expérience et les enseignements intéressants les plastiques et la pollution plastique.

44. Une enquête distincte sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce a été lancée en même temps que l'enquête sur l'Aide pour le commerce et un rapport factuel analogue a été établi, contenant des indications additionnelles et plus détaillées sur le sujet.⁵

1.3.2 Besoins spécifiques mis en avant par les partenaires bénéficiaires pour traiter les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce

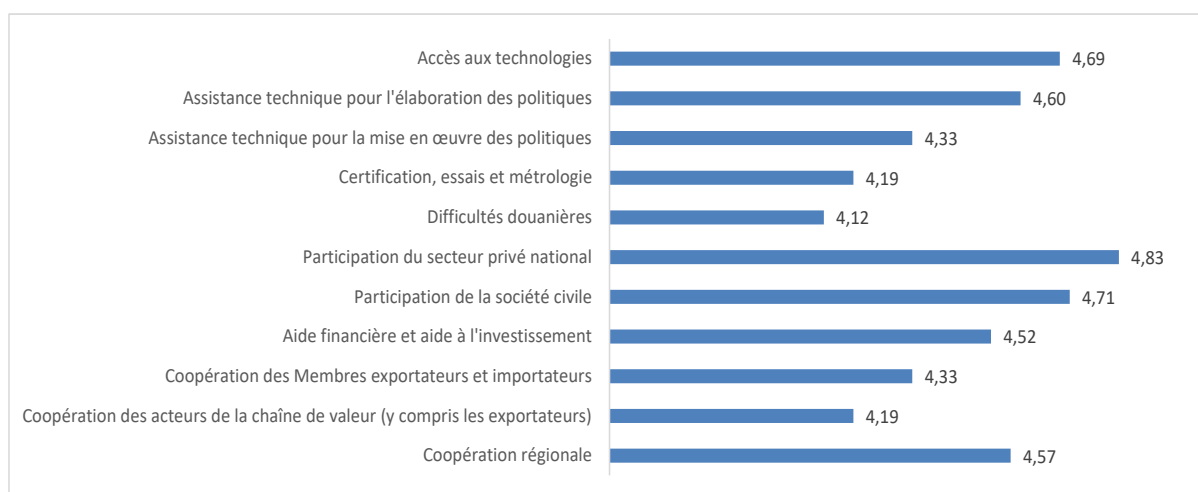
45. L'enquête a identifié 11 besoins harmonisés que les répondants pouvaient citer (et noter sur 5 en fonction de leur niveau de priorité) en lien avec chacun des objectifs susmentionnés, à savoir:

- accès aux technologies;
- assistance technique pour l'élaboration des politiques;
- assistance technique pour la mise en œuvre des politiques (par exemple surveillance du marché);
- certification, essais et métrologie;
- difficultés douanières;
- aide financière et aide à l'investissement;
- participation du secteur privé national et partenariats;
- participation de la société civile, y compris les parties prenantes locales et nationales;
- coopération des Membres exportateurs et importateurs;
- coopération des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les exportateurs); et
- coopération régionale.

46. Cinq partenaires bénéficiaires et une organisation régionale travaillant dans le domaine des plastiques ont abordé le soutien spécifique nécessaire pour réaliser chacun des huit objectifs identifiés dans la Déclaration ministérielle de 2021.⁶ Comme le montre le graphique 3, les répondants ont attribué une note élevée à tous les besoins, la moyenne des notes pour l'ensemble des objectifs étant d'au moins 4,12.

⁵ Voir Dialogue, Rapport factuel de l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce ([INF/TE/IDP/W/11](#)).

⁶ Au sujet d'un objectif relevant de la catégorie "Autres" (ne figurant pas expressément dans la liste des huit objectifs de l'enquête), un partenaire bénéficiaire a souligné le soutien spécifiquement nécessaire sur les thèmes suivants: accès aux technologies; assistance technique pour la mise en œuvre des politiques; et certification, essais et métrologie (voir le tableau 6).

Graphique 3. Note moyenne des besoins spécifiques pour l'ensemble des objectifs

47. En moyenne, pour l'ensemble des objectifs, la participation du secteur privé national est le besoin ayant reçu la meilleure note de la part des participants (4,83), suivi de la participation de la société civile nationale (4,71) et de l'accès aux technologies (4,69). Il est intéressant de noter que ces principaux résultats reflètent l'incidence des mêmes besoins mentionnés par les répondants à l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce, s'agissant de la mise en œuvre des mesures spécifiques concernant les plastiques et liées au commerce présentées dans cette enquête. Dans le cas de l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce, la participation du secteur privé national, la participation de la société civile et l'accès aux technologies faisaient également partie des quatre premiers résultats (respectivement les 1^{er}, 4^{ème} et 2^{ème} besoins les plus fréquemment cités).

48. Les répondants à l'enquête sur l'Aide pour le commerce ont également attribué des notes individuelles à chaque besoin en lien avec chaque objectif spécifique. Le tableau 6 ci-après présente la répartition des besoins les mieux et les moins bien notés pour chaque objectif analysé par l'enquête.

Tableau 6: Soutien spécifique nécessaire à la réalisation de chacun des objectifs

Objectif	Soutien spécifique nécessaire (notes moyennes)	
	Meilleures notes	Moins bonnes notes
Évoluer vers des économies des plastiques plus circulaires	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux technologies (4,83) • Participation du secteur privé national (4,83) • Participation de la société civile (4,83) • Coopération régionale (4,83) 	<ul style="list-style-type: none"> • Certification, essais et métrologie (4,17) • Difficultés douanières (4,17)
Améliorer la gestion, la récupération et le recyclage écologiquement rationnels des plastiques	<ul style="list-style-type: none"> • Participation du secteur privé national (4,83) • Participation de la société civile (4,83) • Assistance technique pour la mise en œuvre des politiques (4,6) 	<ul style="list-style-type: none"> • Certification, essais et métrologie (4) • Accès aux technologies (4) • Difficultés douanières (4)
Faciliter l'accès à des technologies clés	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux technologies (5) • Participation du secteur privé national (4,83) • Participation de la société civile (4,83) 	<ul style="list-style-type: none"> • Certification, essais et métrologie (4) • Difficultés douanières (4)
Développer le commerce des produits de substitution et de remplacement écologiquement durables et efficaces	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux technologies (4,83) • Participation du secteur privé national (4,83) • Participation de la société civile (4,83) 	<ul style="list-style-type: none"> • Certification, essais et métrologie (4) • Difficultés douanières (4,17) • Coopération des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les exportateurs) (4,17)

Objectif	Soutien spécifique nécessaire (notes moyennes)	
	Meilleures notes	Moins bonnes notes
Encourager la collaboration avec les parties prenantes pertinentes par l'intermédiaire, entre autres choses, de l'échange de connaissances et de données d'expérience en matière de mise au point de produits de substitution et de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces (y compris peu coûteux et fonctionnellement efficaces) et d'accès à ceux-ci	<ul style="list-style-type: none"> Participation du secteur privé national (4,83) Participation de la société civile (4,83) Coopération des Membres exportateurs (4,67) 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique pour la mise en œuvre des politiques (4,17) Certification, essais et métrologie (4,17) Difficultés douanières (4,17)
Développer et renforcer les capacités locales à produire des produits de substitution et de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces	<ul style="list-style-type: none"> Accès aux technologies (4,83) Participation du secteur privé national (4,83) Certification, essais et métrologie (4,5) 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique pour la mise en œuvre des politiques (3,33) Participation de la société civile (4)
Concevoir et mettre en œuvre des politiques commerciales pour lutter contre la pollution plastique	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique pour l'élaboration des politiques (4,83) Participation du secteur privé national (4,83) Participation de la société civile (4,83) 	<ul style="list-style-type: none"> Coopération des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les exportateurs) (3,83) Coopération des Membres exportateurs (4)
Pour les autres objectifs, de quel soutien spécifique avez-vous besoin pour mettre en œuvre efficacement des politiques et mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique? (deux réponses libres reproduites ici)	<ul style="list-style-type: none"> Formation des douanes sur la circulation transfrontières des déchets dangereux, y compris les plastiques toxiques. Politique régionale prévoyant l'interdiction des produits non-acceptables sur le plan environnemental et politique régionale sur le passage obligatoire à des produits de remplacement. Outre la politique, un soutien est nécessaire pour établir une offre durable et un marché des produits de remplacement des plastiques. Assistance en matière de certification, d'essais et de métrologie pour les produits biodégradables, et assistance technique à la mise en œuvre des politiques (par exemple sur le contrôle des plastiques après consommation). 	

49. Les répondants pouvaient aussi mentionner librement d'autres besoins ne figurant pas initialement sur la liste, requis pour mettre en œuvre les mesures commerciales nécessaires à la réalisation de chaque objectif. Seul un partenaire bénéficiaire a mentionné un besoin non-harmonisé, concernant spécifiquement le premier objectif, à savoir l'évolution vers des économies des plastiques plus circulaires. Les répondants ont mis en évidence le soutien dont ils avaient besoin en matière de collaboration internationale, y compris avec les propriétaires de technologies relatives à l'élimination des déchets et du carbone.

1.4 Assistance déjà reçue pour lutter contre la pollution plastique, en particulier pour soutenir les mesures commerciales

50. Les questions suivantes ont été posées aux partenaires bénéficiaires:

Quelle assistance avez-vous déjà reçue dans vos efforts de lutte contre la pollution plastique? Une partie de cette assistance concerne-t-elle directement les mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique? Quelle expérience avez-vous des programmes régionaux d'Aide pour le commerce destinés à lutter contre la pollution plastique? Comment se distinguent-ils des programmes qui ne sont pas régionaux?

51. Trois partenaires bénéficiaires⁷ ont présenté six expériences concernant les programmes d'Aide pour le commerce et l'assistance reçue plus généralement pour soutenir la lutte contre la pollution plastique. Parmi ces expériences, l'assistance technique pour l'élaboration des lois, réglementations et politiques était le type d'assistance le plus souvent cité par les Membres répondants.

⁷ Paraguay, Philippines et Tonga.

52. Les Philippines ont présenté leur expérience avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur les actions de lutte contre la pollution plastique. Le PNUD a aidé le gouvernement philippin à élaborer son Plan d'action national pour la prévention, la gestion et la réduction des déchets marins, ainsi qu'à rédiger les règles et règlements d'application et le cadre de la Loi sur la REP de 2022 (RA n° 11898).

53. Reconnaissant l'utilité d'améliorer l'accès à l'assistance spécifique en matière de lutte contre la pollution plastique, le Paraguay a indiqué que certains de ses programmes, axés sur la promotion d'une économie circulaire, favorisaient indirectement le recyclage des emballages en plastique et d'autres matériaux comme le papier et l'aluminium. Par exemple, l'objectif du Projet AC+ pour l'économie circulaire, mis en œuvre par la Fondation Moisés Bertoni avec l'appui technique et financier du laboratoire d'innovation de la Banque interaméricaine de développement (BID), était de promouvoir un modèle mettant les capacités d'innovation et les capacités technologiques des villes et de l'écosystème d'innovation au service de modèles économiques circulaires. Le programme MIPYME COMPITE, mis en œuvre par le Ministère paraguayen du commerce et de l'industrie, la Banque mondiale, la Fédération des coopératives de production (FECOPROD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Union industrielle paraguayenne (UIP) et l'Union européenne, visait à encourager la croissance économique inclusive et durable et la création d'emplois, en améliorant le développement et la compétitivité des MPME ainsi que leurs conditions d'activité.

54. Enfin, les Tonga ont indiqué qu'elles bénéficiaient actuellement d'un soutien financier et d'une assistance technique pour mettre au point une feuille de route sur les plastiques à usage unique, des mécanismes de financement durable, un système de gestion des déchets marins, des nettoyages des côtes, une formation nationale sur la circulation transfrontières des déchets dangereux, une formation nationale sur les produits chimiques, et un plan d'action national sur la pollution plastique. Elle ont également fait savoir qu'elles avaient reçu une assistance technique pour l'élaboration des lois et politiques nécessaires, et que les fonctionnaires et les autorités chargées de la gestion des déchets avaient suivi des formations de renforcement des capacités. Par ailleurs, elles ont ajouté qu'un nombre bien plus important de programmes d'Aide pour le commerce ou d'aide publique au développement portaient généralement sur la lutte contre la pollution plastique au niveau régional.

55. Dans la région du Pacifique, le Secrétariat du Programme environnemental régional du Pacifique (SREP) a supervisé la mise en œuvre de certains de ces programmes, en menant des actions visant à renforcer la capacité des fonctionnaires à traiter les questions environnementales, à comprendre et à mettre en œuvre les accords environnementaux multilatéraux (AEM), et à participer aux négociations d'un accord mondial sur la lutte contre la pollution plastique couvrant tout le cycle de vie des plastiques, ainsi qu'à d'autres initiatives visant à réduire les déchets plastiques marins grâce à l'élaboration de politiques et cadres réglementaires spécifiques à chaque membre. Les programmes spécifiques à chaque Membre différaient selon les demandes et besoins du Membre concerné, et les mesures d'assistance englobaient l'élaboration de politiques et règlements, l'obtention des technologies nécessaires et l'établissement de l'infrastructure pertinente, ainsi que la sensibilisation du public.

1.5 Assistance déjà fournie pour lutter contre la pollution plastique, en particulier pour soutenir les mesures liées au commerce

56. Les questions suivantes ont été posées aux Membres donateurs et aux partenaires Sud-Sud:

Quelle assistance fournissez-vous déjà en vue de lutter contre la pollution plastique? Une partie de cette assistance concerne-t-elle directement les mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique? Quels renseignements sont nécessaires pour contribuer à éclairer l'élaboration de votre stratégie d'Aide pour le commerce de sorte à incorporer parmi les objectifs l'action menée pour mettre en œuvre les mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique? Quelle expérience avez-vous des programmes régionaux d'Aide pour le commerce destinés à lutter contre la pollution plastique? Comment se distinguent-ils des programmes qui ne sont pas régionaux?

57. Les questions suivantes ont été posées aux institutions et organisations donatrices internationales travaillant dans le domaine des plastiques:

Quelle assistance fournissez-vous en vue de lutter contre la pollution plastique? Une partie de cette assistance concerne-t-elle directement les mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique?

58. Au total, l'enquête a identifié plus de 30 programmes d'assistance (voir le tableau 7 ci-après), mis en place par 6 Membres donateurs pour des bénéficiaires dans toutes les régions, et par 1 organisation régionale travaillant dans le domaine des plastiques et de la pollution plastique, qui portaient notamment sur les sujets suivants: déchets plastiques marins; gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques; économie circulaire des plastiques; solutions d'atténuation de la pollution (par exemple produits de remplacement et de substitution, y compris les matériaux biodégradables); infrastructure de gestion et d'élimination des déchets; commerce des déchets plastiques, y compris le trafic de déchets plastiques dangereux; et chaîne de valeur des emballages en plastique.

Tableau 7: Liste non-exhaustive des programmes et mesures d'assistance visant à lutter contre la pollution plastique

Membre/Institution	Programme/Initiative	Exemples de projets
Australie	Programme d'infrastructure dans la région du Pacifique (PRIF)	
	Financement du SREP pour soutenir les îles du Pacifique Membres et renforcer leurs capacités	
	ANZPAC Plastics Pact	
	Projet sur les déchets polluant l'océan Pacifique (POLP)	
	Mission d'élimination des déchets plastiques du CSIRO (avec plusieurs Membres)	Pôle d'innovation australo-indonésien sur les plastiques
		Pôle d'innovation vietnamien sur les plastiques
		Alliance du Mékong pour l'innovation dans le domaine des plastiques (Thaïlande)
	CSIRO: Réduire les déchets plastiques en Inde (+ projet de recherche sur les plastiques)	
Union européenne	Programme SWITCH sur les chaînes de valeur circulaire (avec l'ONUDI et la BEI)	Améliorer les pratiques des MPME des pays en développement Membres dans la chaîne de valeur des emballages en plastique
	Programme PacWastePlus	Projets de gestion des déchets dans le Pacifique
	Projet Rethinking Plastic	Sept économies de l'Asie de l'Est et du Sud-Est
Japon	Initiative MARINE (Vision d'Osaka pour un océan bleu)	Divers programmes d'assistance à la gestion des déchets dans les pays en développement Membres
	Projet de gestion frontalière des déchets plastiques dans la région Asie-Pacifique (avec l'OMD)	Soutien au renforcement des capacités fourni aux agents des douanes pour les aider à traiter les envois transfrontières illicites de déchets plastiques en Asie du Sud-Est et dans les économies voisines
Norvège	Programme norvégien de développement pour lutter contre les déchets et les microplastiques en mer (environ 50 programmes)	No Plastic in Nature (WWF)
		PROBLUE (Banque mondiale)
		Projet de partenariats GloLitter (OMI et FAO)
	Renforcer la capacité des Membres à mettre en œuvre la Convention de Bâle, y compris les amendements à la Convention de Bâle concernant les déchets plastiques de 2019 (administré par le Secrétariat des Conventions BRS)	Projets pilotes dans plus de 35 économies
		Boîte à outils du Secrétariat des Conventions BRS pour l'inventaire des déchets plastiques
	Phase II du Projet relatif au respect de la réglementation sur la pollution marine (avec INTERPOL)	
	Programme ONUDC-OMD sur le contrôle des conteneurs	
Royaume-Uni	Global Plastic Action Partnership (GPAP), par l'intermédiaire du Blue Planet Fund, avec le Forum économique mondial (WEF) et d'autres acteurs	Partenariats en Indonésie, au Ghana, au Viet Nam, au Pakistan, au Nigéria, en Inde et en Afrique du Sud; par exemple, le Plan d'action national sur les plastiques (NPAP) au Ghana, consacré à l'étude du rôle de la politique commerciale dans la lutte contre la pollution plastique
	Programme sur la fabrication durable et la pollution environnementale (SMEP) (en partenariat avec la CNUCED)	Projets ciblés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, y compris au Ghana, au Zimbabwe, au Nigéria, au Kenya, en République démocratique du Congo et au Népal
	Programme d'aide publique au développement sur la pollution environnementale	
	Projets relevant de la Convention de Bâle	Actualisation (et mise en œuvre) des Directives techniques pour l'identification et la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques et leur élimination
		Partenariat sur les déchets plastiques (établi au titre de la Convention de Bâle)
États-Unis	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID): Clean Cities, Blue Ocean (CCBO)	Renforcer la circularité dans les régions en voie d'urbanisation rapide des économies en développement (objectif de réduire les quelques 11 millions de tonnes métriques de plastiques déversés dans l'océan chaque année)

Membre/Institution	Programme/Initiative	Exemples de projets
	USAID-Accord avec Circulate Capital, soutenu par des sociétés multinationales	Mobiliser plus de 100 millions d'USD dans le cadre d'une stratégie d'investissement du secteur-privé afin de développer et de financer des entreprises et infrastructures de prévention de la pollution des océans par les plastiques en Asie du Sud et du Sud-Est
SPREP	PacWastePlus	
	Projet sur les déchets polluant l'océan Pacifique (POLP)	
UICN	Programme "Close the Plastic Tap"	
	MARPLASTICCs – Subventions à l'économie circulaire en Afrique orientale et australe	

59. Comme on peut le voir, l'enquête sur l'Aide pour le commerce a permis de collecter une multitude de renseignements concernant des douzaines de programmes spécifiques visant à lutter contre la pollution plastique par le biais de la coopération commerciale et/ou des mesures liées au commerce. Les données ne se prêtent pas aisément à une analyse et une comparaison très structurées, mais offrent une occasion importante d'accroître la transparence et d'identifier des possibilités d'élargir la coopération et la coordination sur le sujet, comme l'ont suggéré de nombreux participants en réponse aux deux premières questions de l'enquête résumées ci-dessus.

60. Lors des discussions menées sur le sujet à la suite de la présentation des résultats préliminaires par le Secrétariat, quelques délégations ont souligné l'intérêt de l'exercice consistant à collecter ces renseignements, qui avait déjà déclenché des efforts de coopération intérieure et favorisé une meilleure compréhension des éléments commerciaux des programmes d'aide existants visant à lutter contre la pollution plastique.

61. Enfin, l'enquête cherchait également à savoir de quels renseignements avaient besoin les Membres donateurs pour orienter l'élaboration de leur stratégie d'Aide pour le commerce et y incorporer comme objectif l'action menée pour mettre en œuvre les mesures liées au commerce destinées à lutter contre la pollution plastique. Dans l'ensemble, les répondants ont de nouveau mentionné la nécessité de disposer de renseignements supplémentaires sur les liens entre le commerce et l'aide au développement dans le domaine de la pollution plastique, ainsi que de détails additionnels sur les besoins commerciaux spécifiques des partenaires bénéficiaires pour lutter contre la pollution plastique, le but étant que les stratégies et programmes puissent être adaptés aux motivations de l'action relative aux plastiques de chaque bénéficiaire.

62. Un Membre donateur a fait observer que si une partie du soutien qu'il accordait à la lutte contre la pollution plastique comprenait des éléments liés au commerce, ses mesures de soutien spécifiques liées au commerce n'étaient actuellement pas axées sur ce thème. En outre, l'essentiel de son Aide pour le commerce était fournie par l'intermédiaire d'organismes et de mécanismes multilatéraux comme l'OMC, le CIR, l'ITC et la Banque mondiale, et toute attention accrue portée à la pollution plastique au titre de l'Aide pour le commerce devrait passer par ces canaux multilatéraux, dans la mesure de leurs mandats respectifs.

63. Un autre Membre donateur a appelé les Membres à garder à l'esprit la question du cycle de vie complet des plastiques dans le traitement de certains aspects des chaînes de valeur des plastiques. Il a ajouté que tous les renseignements sur les besoins des PMA en matière de lutte contre la pollution plastique étaient utiles, et que ces renseignements ne devaient pas forcément se limiter aux mesures et politiques liées au commerce. D'autres Membres donateurs ont souligné l'utilité de diffuser, dans le cadre du Dialogue, des ressources publiées par des organisations internationales, notamment sur le suivi des flux d'Aide pour le commerce, et de compiler davantage de renseignements sur les programmes pertinents d'Aide pour le commerce et les programmes plus larges d'aide publique au développement au sein de la communauté des donateurs.